

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE... 4 fr.
 PÓLROZCZNI... 7 fr.
 ROCZNI... 12 fr.

Zagranicą:

PÓLROZCZNI... 8 fr.
 ROCZNI... 15 fr.

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements:

TROIS MOIS... 4 fr.
 SIX MOIS... 7 fr.
 UN AN... 12 fr.

Étranger:

SIX MOIS... 8 fr.
 UN AN... 15 fr.

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 10, rue Notre-Dame-de-Lorette, 10, PARIS — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

QUELQUES IDÉES FAUSSES SUR LA POLOGNE

LA POLOGNE ANARCHIQUE

On a répondu cent fois à ce reproche, mais il faut y revenir.

Les gens qui ne connaissent de l'histoire de Pologne que la fuite de Henri III « effrayé de régner sur un peuple barbare » (sic), que la délivrance de Vienne par Sobieski et la chute de la Pologne provoquée par « l'anarchie qui régnait en ce pays », ces gens-là croiront difficilement que ce n'est pas l'anarchie qui a perdu la Pologne.

Mais supposons que l'anarchie politique ait véritablement provoqué les partages de la Pologne. Depuis quand l'anarchie du voisin est-elle une raison suffisante pour s'emparer de ses biens ?

Si tous les Etats qui ont connu l'anarchie avaient été divisés, partagés, supprimés par leurs voisins, l'Angleterre, la France, la Russie, l'Italie n'existeraient plus.

Le droit d'intervention dans les affaires intérieures d'un Etat peut à la rigueur se légitimer, lorsque le désordre qui règne dans cet Etat compromet la sécurité des autres Etats; mais rien n'a jamais légitimé une intervention qui se termine par le partage et la suppression de l'Etat où l'on intervient.

Le partage de la Pologne est un forfait que l'histoire n'a jamais pardonné; elle l'a toujours, au contraire, dénoncé comme un crime, puisque « l'anarchie » qui régnait en Pologne était précisément le résultat des intrigues et des excitations que la Prusse et la Russie entretenaient sur le territoire de la République.

Les événements qui ont suivi le premier partage de la Pologne (1772-1792) ont été une protestation éclatante contre la réputation d'anarchie faite à la Pologne.

Dans le même temps où notre roi Louis XV donnait en France l'exemple de l'anarchie en prononçant le mot fameux : Après moi le déluge! dans le même temps où Louis XVI, incapable de refréner l'anarchie où se débattaient l'administration, la finance et la politique françaises disait avec tristesse : Il n'y a que Monsieur Turgot et moi qui aimions le peuple! dans ces vingt années qui suivirent le premier partage de la Pologne, on vit bien que cette nation était capable de s'administrer, de se gouverner et de se corriger, dès l'instant que les intrigues étrangères n'entravaient plus sa liberté.

Victime d'un premier partage, elle demeurait néanmoins un très grand Etat, plus vaste encore que la France; sa volonté de vivre était si grande, que les réformes qu'elle s'imposa et les progrès qu'elle accomplit furent une cause d'effroi pour les trois puissances voisines, acharnées à sa perte.

La Pologne succomba en 1795, comme aurait pu succomber la France, si la coalition formée contre elle à cette époque avait mieux combiné

ses efforts et si trois mers et deux chaînes de montagnes n'avaient été pour la France un solide rempart contre l'ennemi.

Il n'est jamais venu à l'idée de personne — sauf des Allemands toutefois — de prétendre que les révolutions déchainées en France sont une preuve que ce pays est incapable de se gouverner et qu'il mérite de disparaître de la liste des Etats libres.

C'est cependant le raisonnement que l'on tient à l'égard de la Pologne, quand on argumente de ses désordres passés, contre son gouvernement à venir.

Cent quarante années se sont écoulées depuis la chute de la Pologne; peu importe! On la voit toujours livrée aux diètes, aux élections et au *liberum veto*. Telle qu'elle fut dans le passé, elle doit être dans l'avenir! Le Monténégro, le Portugal, la Chine s'administreront eux-mêmes; seule, la pauvre Pologne a besoin qu'on la tienne en lisières!

Et ce doit être une joie diabolique pour les historiens allemands et pour leurs disciples, de vérifier une fois de plus la force de ce mot profond : « Calomniez, calomniez! Il en reste toujours quelque chose ! »

Georges BIENAIMÉ.

“ PRO POLONIA ”

(Enquête de la Revue « POLONIA ».)

Notre revue, s'étant proposé d'interroger les personnalités les plus éminentes du monde politique, scientifique et littéraire français sur la question polonaise, adresse ses vifs remerciements à tous ceux qui ont bien voulu la favoriser d'une réponse.

Toutes les réponses sont rendues avec impartialité et sans aucun commentaire.

M. Auguste Gauvain, l'éminent publiciste et écrivain, rédacteur en chef de la politique étrangère au *Journal des Débats*, vient de nous honorer de la réponse suivante :

« Le règlement de la question polonaise dépend à tel point des événements militaires qu'il semble vain d'exposer dès maintenant un plan de reconstitution de la Pologne. Les batailles, il est vrai, ne changeront rien aux aspirations maintenant séculaires des Polonais, ni aux souhaits de leurs amis. Mais elles décideront du sort des territoires, et comment fixer le statut polonais sans savoir de quoi sera composée la Pologne ? »

« On répond à cela : la Pologne doit comprendre tels et tels territoires. Seulement, entre ce qui devrait être et ce qui sera il y aura, vraisemblablement, sous ce rapport, comme sous plusieurs autres, une sensible différence. Rappelons-nous que Napoléon Ier, à l'apogée de son règne et après les plus brillantes victoires, n'a pas réussi à conclure un seul bon traité au point de vue territorial. Il a créé et détruit des royaumes, il a esquissé un grand empire, il n'a rien fondé de durable. Toutes ses combinaisons diplomatiques ont été des compromis, parfois de mauvais compromis. A l'Autriche vaincue il a donné la Vénétie; plus tard, il lui a laissé la Galicie. Et pourtant il traitait seul, la main sur sa glorieuse épée, sans alliés pour gêner ses négociations. Les Alliés d'aujourd'hui peuvent-ils se

flatter de rétablir la Pologne qu'ils voudraient dans une Europe remaniée à leur gré ? »

« Les Polonais eux-mêmes ne paraissent pas s'entendre sur les frontières de leur patrie entourée. J'ai vu des cartes dressées par leurs soins, qui comprenaient d'anciens pays qualifiés de vassaux. Croient-ils sérieusement que les Alliés prolongeront les misères de la grande guerre pour replacer sous la domination polonaise des provinces étrangères autrefois assujetties ? Si chacune des puissances alliées voulait rentrer en possession de tous les territoires qui lui ont une fois appartenu, il leur faudrait se battre entre elles jusqu'à l'extermination après avoir battu leurs ennemis communs. Voici plus d'un siècle, la folie césarienne fit de Rome le chef-lieu du département français du Tibre; ce n'est pas une raison pour que la future Pologne englobe Revel et Odessa, la Moravie et la Crimée. On me dira que les tracés des cartes de propagande constituent simplement des indications historiques. Mais, en 1916, nous n'en sommes pas aux reconstitutions médiévales; nous voulons reconstruire, dans la mesure de nos forces, une Europe habitable où chaque peuple pourra mener, en pleine indépendance, une vie conforme à ses traditions nationales. La contemplation d'une carte de Pologne portant les limites des « pays vassaux ou de protectorat » perdus du XI^e au XVII^e siècle est mauvaise conseillère. Le mieux est d'observer le silence sur la question des limites jusqu'au moment où l'on saura de quels territoires on peut effectivement disposer. Il est bien entendu d'ailleurs, que, pour la Pologne comme pour le reste, la guerre devra être poursuivie jusqu'au moment où les Alliés pourront imposer à l'Autro-Allemagne des conditions assurant en Europe une paix fondée sur la justice.

« Mais, dès maintenant, il est permis, il est bon d'exprimer une opinion sur le régime politique dont il est désirable que la Pologne soit appelée à jouir. A mon avis, ce ne doit être ni l'indépendance, ni le rattachement administratif à une autre puissance. Redevenue indépendante, la Pologne ne constituerait un Etat que de nom. Ni militairement, ni économiquement, elle ne pourrait soutenir. En raison de la désunité des races vivant sur son territoire — car, à moins d'être réduite à fort peu de chose, elle comprendrait forcément des populations non polonaises — elle serait exposée aux mêmes tiraillements, aux mêmes divisions qu'autrefois. D'autre part, le simple rattachement à la Russie — pour les alliés, en effet, il ne peut être question que de la Russie — laisserait subsister les inconvénients, les incohérences et les incertitudes dont se plaignaient les Polonais de Russie sous le régime antérieur à la guerre européenne. L'autonomie sous la souveraineté russe reste donc la seule solution souhaitable. Elle donnerait aux Polonais toutes les garanties raisonnables tout en la délivrant du soin de se défendre contre ses voisins. L'Etat souverain se chargerait de l'organisation militaire et de la diplomatie. Pour tout le reste, les Polonais s'arrangeraient comme ils l'entendraient. Mais il va de soi qu'ils ne pourraient adopter des mesures offensantes pour la Russie, comme ce fut le cas quelquefois en Finlande, ou affectant un particularisme étroit, contraire aux nécessités de la vie civilisée moderne. Les Polonais ne devraient point s'attacher, comme les Finlandais, à manifester leur autonomie par des vétilles, et par des chicanes juridiques. Autrement, on retomberait dans l'ère des troubles. Il faudrait que Polonais et Russes fussent bien persuadés que le nouveau statut est à l'avantage des deux parties et que les uns et les autres doivent s'employer de bonne foi à concourir au bien commun. A défaut de cet esprit, aucun statut ne vaudrait rien. »

La Politique nationale

II. La Question Polonaise.

La Pologne existait comme Etat indépendant depuis le IX^e siècle et probablement même plus tôt. Elle était donc beaucoup plus ancienne que les Etats qui l'ont partagée, dont la puissance ne remonte guère au delà du XVI^e siècle, et dont les origines dynastiques sont considérablement postérieures à celles de la Pologne. Elle n'a jamais subi aucune des conquêtes qui ont transformé les autres pays de l'Europe : ni la conquête romaine, comme la Gaule et tout l'Occident, ni la conquête germanique comme l'empire romain, ni les invasions des Normands comme la France, l'Angleterre et la Russie, ni la domination musulmane comme tout le midi de l'Europe, ni le joug des Tartares comme la Moscovie. Les Polonais ne sont pas venus de terres lointaines et n'étaient pas enclins aux migrations comme les Allemands. Ils n'ont aucune tradition qui les rattache à d'autres contrées que celle où ils sont établis depuis les temps préhistoriques, soit entre l'Oder et le Dnieper, où nous trouvons les Polanes au IX^e siècle.

C'est alors que les Polanes du Dnieper furent appelés Russes par certains princes normands et acceptèrent le christianisme de rite byzantin de Constantinople, tandis que les Polanes occidentales se convertissaient au catholicisme romain qui leur arrivait de la Bohême. Cette séparation amena des luttes séculaires entre les princes russes et les rois de Pologne, qui toujours, depuis le XI^e siècle, s'efforçaient d'unir les Slaves. Cette union de la Pologne avec la Russie ou Ruthénie fut effectuée enfin au XIV^e siècle par le mariage avec la reine Jadwiga de Pologne du prince Jagiello de Lithuanie, qui régnait aussi en Russie. Les descendants de Jagiello régneront en Pologne pendant deux cents ans et ils affermiront en la rendant indissoluble l'union des Polonais, des Ruthènes et des Lithuaniens au sein de la même République.

Cette union survécut à la dynastie des Jagellons, même lorsqu'au XVI^e siècle le caractère de la République polonaise fut devenu de plus en plus démocratique. Etmême les partages de la Pologne entre la Prusse, l'Autriche et la Moscovie n'ont pu anéantir l'ancienne fédération des trois peuples, comme a prouvé la participation des Lithuaniens et des Ruthènes aux révolutions polonaises de 1794, de 1830 et de 1863. La noblesse polonaise se recrutait en Lithuanie et en Ruthénie comme en Pologne, et elle ne formait pas, comme dans toute l'Europe, une caste fermée et peu nombreuse. Les anoblissements étaient si fréquents qu'à l'époque des partages la noblesse de la République polonaise formait 40-44 % de la population, très nombreuse surtout en Masovie, autour de Varsovie.

Si l'on tient compte du fait que vers 1830 les électeurs de France et d'Angleterre ne représentaient pas même 2 % de la population, de plus que les droits des électeurs français et anglais étaient bien plus restreints que les droits politiques des électeurs polonais, nommés *szlachta* terme inexactement traduit par noblesse, ce qui a entièrement faussé les idées occidentales sur la Pologne, alors il faut reconnaître que sous le rapport de la participation des masses au gouvernement du pays, la Pologne a devancé les Etats occidentaux, puisqu'au XVI^e siècle déjà elle avait plus de liberté pour un plus grand nombre de citoyens que la France et l'Angleterre au XIX^e, et, ce qui est encore plus remarquable, elle avait introduit ces libertés sans révolution sanglante, sans guerre civile.

La constitution du 3 mai 1791 élargissait encore ces droits et mettait la Pologne à la tête du mouvement vers la liberté. C'est surtout pour cela que ses voisins, partisans du régime despotique, ont voulu étouffer ce foyer de liberté, en calomniant par-dessus le marché leur victime innocente, comme les Allemands ont plus tard calomnié la Belgique. On a représenté ce foyer de la plus grande liberté démocratique comme un pays dominé par une caste aristocratique et on a osé prétendre que les tyrans qui se le sont partagé étaient les véritables libérateurs du peuple polonais. Le peuple a répondu à ces calomnies en participant à tous les soulèvements contre le joug étranger. Bien plus ce peuple continue en toute chose les traditions de l'ancienne *szlachta*, de manière qu'on peut considérer comme pleinement réalisé l'ancien idéal de cette noblesse, qui était l'anoblissement du peuple entier.

Il n'y a plus parmi les Polonais de différence due à la naissance : l'oppression étrangère a singulièrement accéléré le développement d'une conscience nationale commune à toutes les classes de la population. Nulle part cette conscience nationale n'a acquis une intensité pareille. Cette extrême vitalité de la nation polonaise fait du rétablissement de la République polonaise, dans ses anciennes limites, une condition indispensable de la liberté des autres nations européennes et de l'affaiblissement des empires dynastiques germaniques qui menacent cette liberté.

Un de ces empires s'étant retourné contre ses complices, avec l'espérance de réunir sous son joug leur part du butin, la tâche de l'Europe coalisée en est devenue moins ardue. Mais ce serait une grave erreur de vouloir payer aux dépens de la victime la trahison de l'un des partenaires de la prétendue Sainte Alliance.

C'est en Pologne que s'est réalisé le premier grand exemple d'une fédération volontaire de plusieurs peuples voisins pour former une seule nation libre. Cet exemple indique aux nations européennes la voie à suivre pour rendre impossible à l'avenir toute oppression d'une nation par une autre. L'anéantissement de l'indépendance polonaise et la soumission des Polonais à trois gouvernements hostiles a étouffé pour plus d'un siècle les forces productrices de la Pologne. Ces forces se sont dépensées depuis en luttes stériles contre les règlements arbitraires des envahisseurs et la Pologne n'a pu, sous aucun rapport, organiser librement sa vie nationale.

Le territoire de la Pologne, telle qu'elle fut démembrée, est habité aujourd'hui par soixante millions de Polonais, de Lithuaniens, de Ruthènes et de Juifs qui tous sont persécutés. Sous un gouvernement autonome et qui représenterait la volonté de la population, ce territoire fournirait six à neuf millions de soldats décidés à défendre la liberté européenne contre toute ambition dynastique et contre toute invasion. Il faut une force défensive considérable pour accélérer cette lente évolution de la liberté sociale, qui a commencé en Grèce, qui fut interrompue par les conquêtes des Romains, des Barbares et des Musulmans, — et qui a recommencé en Angleterre, en Hollande, en Suisse et en Pologne depuis quelques siècles, produisant indirectement la révolution française et les nombreuses révolutions qui l'ont suivie, sans aboutir encore à la réalisation d'un idéal qui puisse satisfaire tous les citoyens.

Le problème de la liberté des individus dans un état organisé pour se défendre contre les agressions étrangères est encore bien loin d'avoir trouvé sa solution définitive et tout conflit international retarde considérablement cette solution. On ne peut donc négliger dans cette lutte la participation d'une nation qui y a donné toutes ses forces depuis cinq siècles.

La nation qui a aimé la liberté au-dessus de tout et qui a sacrifié sa puissance défensive à cet idéal politique, sans jamais avoir opprimé aucun peuple, ne peut rester longtemps enchaînée sans que cette injustice menace la liberté de toutes les autres nations. Une Pologne indépendante est indispensable à la sécurité de l'Europe, et les Polonais ont appris par cent cinquante années d'humiliations et d'iniquités subies à respecter et à aimer la liberté plus que jamais et à s'organiser pour la défendre.

Ils ne peuvent seuls reconquérir leur indépendance, tout comme un homme ligoté par plusieurs brigands ne pourrait se libérer sans l'aide de quelque ami possédant la liberté des mouvements. Mais celui qui fut privé de sa liberté, une fois qu'il l'aura regagnée, s'efforcera d'aider ses compagnons d'infortune à secouer leurs chaînes.

Pour les Polonais, en même temps que les Ruthènes et que les Lithuaniens, avec lesquels ils sont associés depuis 1386, il est d'autres compagnons d'infortune dont les pays touchent à leur, et qui auront tout intérêt à s'unir très étroitement avec une Pologne ressuscitée afin de former avec elle une fédération plus puissante que l'ancienne République polonaise, et qui soit parfaitement capable de garantir la liberté de chaque nation qui y participera.

D'abord la Bohême, qui a perdu son indépendance deux siècles avant la Pologne, ne peut la regagner et la défendre qu'avec une frontière qui la rende de nouveau voisine de la Pologne, comme elle l'a été il y a quatre cents ans. Cela exige la réunion de la Lusace, des pays slovaques et moraves à la Bohême et de la Silésie à la Pologne. La Silésie, quoique tombée sous l'influence allemande au XIV^e siècle, est restée encore en

grande partie polonaise. Sans le retour de la Silésie à la Pologne, la Bohême resterait isolée au milieu des Etats germaniques, ce qui rendrait son indépendance illusoire. Alliée à la Pologne et augmentée des pays slaves limitrophes qui actuellement appartiennent comme la Lusace à l'Allemagne ou comme la Moravie et la Slovaquie à l'Autriche, la Bohême deviendrait un rempart qui obligerait les Allemands à se contenter de leur propre territoire et à abandonner toute ambition de germaniser les Slaves. Les Allemands en Silésie et en Bohême sont pour la plupart des Slaves germanisés qui ont accepté la langue allemande, mais qui ont gardé au fond leur caractère propre, profondément différent du caractère allemand. Il n'y a aucun doute pour ceux qui les connaissent qu'ils redeviendraient Tchèques ou Polonais en quelques générations, s'ils étaient soumis à des gouvernements nationaux sans avoir à redouter aucunes représailles de leurs maîtres actuels.

La restitution de la Silésie à la Pologne malgré sa germanisation apparente, serait non seulement un acte de justice qui établirait clairement que les Etats fondés sur la violence ne durent pas, mais aussi une expérience sociologique de la plus haute portée, qui prouverait que la conscience nationale ne dépend pas du langage parlé, mais des conditions psychologiques plus profondes qui ne trouvent qu'une expression imparfaite et incomplète dans la langue habituelle d'un pays.

La Silésie était depuis des temps préhistoriques un pays polonais et elle l'est restée malgré la germanisation partielle de ses habitants et malgré l'immigration de beaucoup de Germains, de même que la Crète est restée grecque malgré la conversion à l'Islam de beaucoup de ses habitants et malgré l'oppression turque durant plusieurs siècles.

On sait quelle a été la force de résistance des Polonais de Posnanie que les Allemands n'ont pas réussi à germaniser malgré des lois d'une iniquité inouïe et malgré tous les moyens que leur fournissait leur tyrannie militaire. Tandis que les nouveaux maîtres s'efforçaient en vain de gagner du terrain en Pologne, les Polonais, quoique traités par le gouvernement allemand comme des ilotes, ont reconquis pacifiquement une grande partie de la Silésie. Ils y réveillèrent même l'esprit polonais assoupi, comme le prouvèrent, à la stupéfaction du chancelier Bulow, les élections au Reichstag de 1907 qui donnèrent cinq députés polonais à un pays réputé complètement allemand.

Si les Polonais ont réussi ainsi en Silésie en dépit de toute la puissance du gouvernement allemand, leurs succès s'accroîtront encore quand ils auront pour eux le prestige de leur propre gouvernement. De même que la Silésie, la Prusse orientale, détachée de la Pologne plus récemment, doit aussi retourner à ses anciens maîtres. En Prusse orientale il y a encore beaucoup de Polonais et le germanisme de ceux qui se considèrent comme Allemands n'est pas très profond. Quand l'expérience aura démontré qu'ils recouvrent facilement la nationalité de leurs ancêtres, la Pologne aura un territoire aisé à défendre contre toute agression allemande et contigu à celui de la Bohême indépendante.

La sécurité de l'Europe gagnera considérablement par cette diminution du nombre total des Allemands, dont le vrai caractère était connu des Polonais bien avant qu'il ne se soit révélé intégralement aux Français et aux Anglais. Il n'y a aucune nation en Europe qui puisse mieux contenir leur dangereuse expansion vers cet Orient où l'Allemagne puise ses forces pour mener la lutte contre l'Occident.

Partout où les Allemands se sont trouvés sous un gouvernement polonais ils se sont polonisés, tandis qu'aucun gouvernement allemand ne réussit plus à germaniser des Polonais. Il y a là une différence psychologique dont il vaudrait la peine de profiter, en soumettant à la Pologne au moins autant d'Allemands que l'Allemagne a, pendant le dernier siècle, compté de sujets polonais. Si après quelques générations la Prusse orientale restait allemande, elle aurait toujours la possibilité de se séparer de la Pologne dans une Europe régénérée qui ne serait plus sous la domination exclusive d'aucun peuple privilégié.

Chaque province ajoutée à l'Allemagne en augmente la puissance militaire et la Prusse lui appartient si récemment qu'elle n'est aucunement essentielle à l'unité de la nation allemande. Au contraire, les Allemands, quand ils ne seront plus embarrassés par des sujets étrangers qu'ils s'efforcent en vain de germaniser, pourront arriver mieux à réaliser leur idéal d'organisation

sociale, profondément différent de celui des Slaves.

D'ailleurs, en France, en Pologne, en Bohême, en Roumanie, ils auront toujours encore beaucoup plus de liberté qu'ils n'en concédaient aux Danois, aux Polonais, aux Alsaciens en Allemagne avant 1914.

En Pologne vivront, outre les Polonais, quatre autres peuples différents, dont deux seulement, les Ruthènes et les Lithuaniens, se sont volontairement unis à la Pologne, les Allemands et les Juifs ne pouvant être considérés comme des étrangers immigrés dans ce territoire. Il y a donc lieu d'établir une différence dans la situation politique de ces peuples. Les Ruthènes déjà, dans l'ancienne République polonaise, distinguaient les termes de peuple et de nation dans la formule consacrée : *genie Ruthenus, natiōne Polonus*. Or, sous l'influence de la liberté que, grâce aux Polonais, les Ruthènes ont obtenue en Galicie depuis 1870 un mouvement nationaliste ruthène est né qui recherche la protection de la Prusse et s'oppose à la Pologne.

Ce mouvement n'a guère révélé l'existence d'une conscience nationale ruthène ni dans les arts, ni dans les sciences. Il s'exprime principalement par l'envie et par la haine des Polonais comme aussi par l'ignorance de l'histoire due aux falsifications calculées des Allemands. Pendant la guerre, ces Ruthènes ont proclamé leur germanophilie et leurs espérances en la victoire allemande. Ce fait généralement connu suffirait à rendre suspecte la sincérité de cette tendance séparatiste qui est artificiellement produite par les gouvernements germaniques pour affaiblir la Pologne. Ces Ruthènes antipolonais de Galicie ne forment d'ailleurs qu'une fraction insignifiante du peuple ruthène, et ce peuple dans sa totalité ne pourra décider de sa destinée que par ses représentants légitimes dans une Pologne libérée.

La restitution des anciennes limites de la Pologne est avant tout un acte de justice, l'annulation de cette iniquité que fut le partage d'un Etat inoffensif entre ses trois voisins et cela sans aucune provocation de sa part. Si le peuple ruthène veut former une nation distincte et un Etat indépendant, ce n'est pas les Polonais qui pourront ou voudront l'empêcher. Mais pour que le peuple ruthène puisse choisir en toute liberté, il faut qu'il soit d'abord complètement émancipé de l'oppression actuelle qui l'a privé de sa langue et le confond arbitrairement avec ses maîtres orientaux.

La Pologne ne va pas réclamer les vastes territoires ruthènes qui lui ont appartenu avant le XVIII^e siècle, c'est-à-dire les gouvernements actuels de Smolensk, de Czernihov, de Pottava, de Charkow, de Jekaterinostlaw et le territoire du Don, encore habités en majeure partie par des Ruthènes, ni la Livonie, ni même la Poméranie, pour l'occupation de laquelle les chevaliers Teutoniques furent excommuniés par le pape en 1328, lorsqu'il fut manifeste parce que pour s'emparer de cette province ils avaient indignement trompé et trahi le roi de Pologne Wladyslaw Lokietek.

Toutes ces vastes provinces perdues avant le partage de 1772, quoiqu'elles aient appartenu à la Pologne, ne sont pas indispensables à son existence nationale. Ce qui lui est nécessaire, c'est le territoire de 1772 avec les gouvernements actuels de Courlande, de Kowno, de Wilno, de Grodno, de Witebsk, de Minsk, de Mohylew, de Volhynie, de Podolie et de Kiew, provinces qui ont été unies avec elle pendant plus de quatre siècles et sans lesquelles elle n'aurait pas une force militaire suffisante pour se défendre.

W. LUTOSLAWSKI.

N'est-ce pas la foi qui donne et redonne la vie ? N'est-ce pas le sacrifice qui l'entretient ? Par cette foi inébranlable en leur cause, ils (les Polonais) déjouèrent toutes les intrigues de leurs adversaires secrets, comme ils ont bravé tous les forfaits de leur tyran avoué. Par cette héroïque manie de tout sacrifier pour elle, ils lui assurent une durée éternelle, une inépuisable fécondité. Le double caractère que nous leur reconnaissons n'est point une illusion. Doutez-vous de leur dévouement ? Mais cherchez donc parmi ces réfugiés qui ont tout perdu pour la patrie, biens, foyers, dignités, santé, femmes, enfants, tout ce que l'homme a le droit et le besoin de défendre et d'aimer, cherchez-en un seul qui ne soit pas prêt à recommencer demain, et cela sans hésitation, sans peine, sans surprise même. Ces hommes-là, je vous le jure, ne s'étonnent que d'une chose, c'est que nous soyions, nous, étonnés de leur dévouement.

CH. DE MONTALAMBERT (« Consolation », pp. 15-16, *Le Polonais* Paris, VII 1833.)

... Il y a un peuple martyr qui est digne que vous pressiez sa main, que vous vous adressiez à son âme inquiète et que vous lui disiez avec l'accent du paysan... : « O peuple, je te veux du bien ! » Dites-le lui du fond de votre cœur ; puisez dans votre âme cette parole qui sera une puissance, et, dans les combats, sur les bûchers ou au milieu des hécatombes, quelque chose protégera sa foi, son honneur, sa dignité, ce sera ce mot : « O peuple, je te veux du bien ! »

L'Abbé G. MERMILLOD, recteur de N.-D. de Genève. (*La Pologne*, discours en faveur des pauvres malades polonais, à Sainte-Clotilde, le 20-IV 63, Paris, Bruxelles, Pérusse Fr^{es}, 1863.)

Le Manteau de la Reine Edwige

Comme une écharpe verte aux paillettes d'argent
Qu'une ondine déploie en jouant, la Vistule
Glisse à travers la plaine, et, lentement, ondule
Entre les peupliers au feuillage changeant.

Sur la rive moelleuse, aux courbes assouplies,
Un corps glacé d'enfant pèse sur l'herbe en fleurs ;
Et la mère sanglote et pleure tous ses pleurs :
Il ne répondra plus à sa voix qui supplie.

Rien n'ouvrira ses yeux couleur des fleurs de lin ;
Rien ne peut l'arracher au baiser de la terre !...
— Si Dieu donnait cette puissance aux pleurs

[des mères,
La tombe ne prendrait que les seuls orphelins. —

Vers le château royal qui domine la plaine
De ses nombreuses tours, aux toits rouges et gris,
S'élèvent des sanglots, des plaintes et des cris
Jusqu'au rempart, où, lentement, passe la Reine.

Arrachée à son rêve, elle court vers le bord :
D'un geste de pitié, plus doux qu'une parole,
Elle couvre de son manteau l'enfant qui dort,
Comme en un berceau vert, parmi l'avoine folle.

Et l'enfant, au visage exsangue de noyé,
S'anime tout à coup sous la pourpre royale :
Un sang rapide et chaud rosit sa lèvre pâle ;
Il rouvre au grand soleil ses yeux émerveillés !

* * *

Au bord du fleuve vert sur les plaines fauchées,
Où coule, lent et doux, le flot glacé d'argent,
Sous l'ombrage léger des peupliers changeants,
Une forme pâlie et sanglante est couchée.

Puissante Edwige, étends sur elle ton manteau,
Ton beau manteau de sainte et ton manteau de

[reine ;
De ton manteau miraculeux, couvre la plaine :
Voile ce corps vivant que l'on voue au tombeau !

Pour que, devant le fleuve aux courbes assouplies,
Sous les rouges remparts du château de Wavel,
Ceux qui pleuraient sur la vivante ensevelie
S'apaisent, en voyant surgir à leur appel
La Pologne arrachée au sommeil éternel.

Adrienne BLANC-PÉRIDIER.

LIVRES NOUVEAUX

Sous les titres « Comptes Rendus » et « Les Nouveaux Partages » vient de paraître chez Atar à Genève, les deux extraits de la Revue polonaise *Uwagi* (Observations), traduits en français.

Détruisez l'Autriche-Hongrie. Sous ce mot d'ordre M. Edward Benes, privat-docent à l'Université de Prague, vient d'éditer, chez Delagrave, une éloquente brochure en faisant appel aux puissances de l'Entente pour faire disparaître de la carte de l'Europe la monarchie des Habsbourg. Nous aurions été certainement les premiers à appuyer cette demande si M. Benes avait été mieux intentionné dans son esprit libérateur. « La Bohême indépendante, une Yougoslavie archi-indépendante et la Pologne — la Pologne autonome ! » C'est peut-être beaucoup pour M. Benes mais trop peu pour que nous acquiescions sans réserve à son projet.

AGENCE POLONAISE DE PRESSE

— Le prince de Bulow et l'avenir de la Pologne prussienne.

L'ex-chancelier, prince de Bulow, vient de publier un livre : « La politique allemande », qui intéresse vivement l'opinion publique. C'est le développement de l'introduction que le prince de Bulow écrivit il y a deux ans à l'ouvrage collectif : « L'Allemagne sous le règne de l'empereur Guillaume II ».

Le livre actuel du prince de Bulow tient compte de la situation créée par la guerre, et il consacre une trentaine de pages à la question polonaise, ou plutôt à la politique observée à l'égard de la Pologne prussienne. L'ex-chancelier s'y montre partisan décidé de la lutte constante, systématique, implacable des nations. Une nation ne peut être qu'enclume ou marteau, victorieuse ou vaincue ; il ne saurait en être autrement. Les Allemands ont conscience de leur culture supérieure. C'est là qu'est le motif de la colonisation allemande dans les contrées de l'Est, laquelle a eu son point culminant dans la politique de Frédéric le Grand, qui, le premier, envisagea la germanisation des terres polonaises comme mission culturelle de l'avenir pour la Prusse. Bismarck était l'adversaire irréductible d'un Etat polonais indépendant qui lui semblait contraire aux intérêts vitaux de l'Allemagne. Lorsque, pendant l'hiver de 1887-88, la guerre semblait possible entre l'Autriche et la Russie, Bismarck dit au prince Henri VII de Reuss, alors ambassadeur allemand à Vienne : « Que ferons-nous si nous battons la Russie ? Allons-nous peut-être reconstruire la Pologne ? En ce cas, dans vingt ans nous devrions refaire l'alliance des trois empires afin d'opérer un quatrième partage de la Pologne. Mais pour avoir ce plaisir, il ne vaut pas la peine d'entreprendre une grande et terrible guerre. »

Le prince de Bulow suit les traces de Bismarck : « Il ne nous est permis dans aucun cas d'oublier que la monarchie prussienne a grandi sur les ruines de la République de Pologne et que l'aigle noir — son vol est pesant, il porte l'histoire du monde — n'est parvenu à s'élever plus haut qu'en luttant contre l'aigle blanc. Si cette guerre devait réaliser les persistantes rêveries des Polonais, si effectivement nous devions réaliser pour les Polonais ce qu'ils n'ont obtenu que temporairement de Napoléon I^{er}, le plus dangereux de nos ennemis, et si cent cinquante ans après le grand roi et après le premier partage de la Pologne, devait renaître une Pologne indépendante et autonome, d'autant plus faudrait-il assurer l'indestructible droit de possession de la monarchie prussienne sur les territoires des marches de l'Est, et sauvegarder avec soin l'avenir du germanisme dans les provinces mixtes quant à la langue. Ce que le glaive allemand par la force allemande, par le sang allemand acquerra pour la cause polonaise, ne saurait avoir de conséquence nuisible au germanisme. »

Le prince de Bulow motive ensuite en détail tout le système antipolonais, et tout particulièrement la politique de colonisation ; il parle de la défense des Polonais qui « méritent l'admiration », mais qui doit pousser à briser, d'autant plus énergiquement, la résistance polonaise, et il donne les raisons qui ont contraint le gouvernement à avoir recours à l'expropriation forcée. L'ancien chancelier, en terminant, déclare que de la solution de la question de la Pologne prussienne dépend non seulement le sort des Allemands à l'Est, mais en général l'avenir de la Prusse, de l'Empire, de tout le germanisme.

— En cas d'évacuation de Cracovie.

A la fin de 1914, alors que Cracovie était sur le point d'être assiégée, les autorités militaires résolurent de réduire de 80 à 70 000 personnes la population civile de la forteresse. On imposa donc l'obligation de posséder un permis de séjour, permis de séjour que l'on n'accorda qu'avec les plus grandes difficultés et en exigeant de remplir des formalités onéreuses. La distribution de ces permis dura plusieurs mois et ne fut achevée que vers le milieu de 1915 ; leurs possesseurs considérèrent alors la question comme définitivement réglée. Mais voici que le commandant de la place de Cracovie vient de publier ces jours-ci l'avis suivant :

1) Les 100.000 permis de séjour dans l'enceinte de la forteresse, au cas où elle serait menacée ou fermée, permis accordés en vertu de l'arrêt de la municipalité de Cracovie N. 386/15, sont déclarés nuls à la date du 15 juillet 1916.

2) A partir du 15 juillet 1916, ces permis ne seront considérés par tous les organes publics et militaires de la sûreté que comme autorisation de séjour dans la forteresse jusqu'au moment où celle-ci sera menacée.

3) Le mode de remboursement des sommes versées par le public lors de la distribution des permis de séjour sera sans délai réglé par la municipalité et porté par des affiches à la connaissance du public.

4) En cas de besoin, seront publiées, en ce qui concerne l'évacuation, de nouvelles dispositions appropriées aux circonstances modifiées. Signé : LUKAS, Feldmaréchal-Lieutenant.

— Les Allemands reconnaissent la nationalité des Polonais.

Sur les passeports délivrés par les autorités allemandes aux habitants du Royaume, jusqu'ici avait toujours été écrit la mention : « Russe ». Désormais, par ordre du général-gouverneur de Varsovie, on mettra la mention : « Polonais ».

— Attentats contre la force armée.

On lit dans la « *Kownoer Zeitung* » :

Le premier bourgmestre de Kowno vient de publier l'avis suivant : « Dans ces derniers temps se sont multipliés des attentats à main armée, commis sans doute par des prisonniers de guerre évadés, qui ont tiré contre des gendarmes et des fonctionnaires. Comme il faut supposer que la réunion de telles bandes de malfaiteurs ne peut s'effectuer qu'avec la complicité de la population autochtone, désormais si des crimes de ce genre sont encore commis, les localités voisines du lieu où ils auront été signalés seront frappées d'impôts additionnels très considérables. »

BULLETIN

— La Pologne à l'Institut.

A la séance de l'Académie des Sciences morales et politiques qui eut lieu le 6 juillet, M. Henri Welschinger donna lecture d'une étude sur les trois grands poètes nationaux de la Pologne : Mickiewicz, Slowacki et Krasinski. Il montra que si la Pologne a conservé avec une constance et une fierté inébranlable ses belles traditions, ses intimes et religieuses croyances, ses espérances immortelles en sa résurrection, c'est à ses poètes qu'elle le doit; car ils incarnent tout ce qui peut élever et faire vibrer l'âme d'un peuple résolu à vivre et à défendre à tout prix son indépendance.

— Insigne polonais.

Nous venons de faire exécuter un insigne polonais en émail représentant, en écusson, l'aigle blanche de Pologne, surmontée d'une couronne d'or et orné d'un ruban d'émail rouge sur lequel l'inscription : « Vive la Pologne » est gravée en lettres d'or. Le tout forme une très jolie broche que porteront avec plaisir toutes les Polonaises, ainsi que tous les Polonais, heureux de pouvoir manifester leur fierté d'appartenir à la grande famille polonaise. Prix : 2 fr. 50 franco.

— Ligue des Droits de l'Homme.

La Ligue Française pour la Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen nous communique la motion votée à une de ses dernières séances et publiée dans son *Bulletin officiel* de juin 1916.

Considérant que les Gouvernements alliés ont déclaré à plusieurs reprises, par la voix de leurs représentants autorisés, qu'ils luttent pour l'affranchissement des peuples;

Considérant qu'à la Pologne envahie, ruinée, travaillée, au surplus, par les promesses allemandes, la reconnaissance de ses droits par des Puissances de loyauté apparaîtrait comme le plus efficace des réconforts;

Le Comité Central de la Ligue des Droits de l'Homme émet le vœu :

Que les Gouvernements alliés s'engagent conjointement à garantir à la Pologne l'unité d'un Etat ;

Que les Polonais soient appelés, aussitôt que le permettront les circonstances, à voter librement leur constitution ;

— Prix obtenu par un aveugle.

— Le volontaire polonais, François Rozycki, mutilé de guerre (cécité complète), vient d'obtenir, au concours de l'Ecole Municipale des Aveugles, le deuxième prix d'accordage de pianos.

Il nous reste à recommander chaleureusement notre brave volontaire à toutes les personnes ayant besoin d'un bon accordeur de piano. A retenir, son adresse : M. Rozycki, Hôtel de Nice, 155, Boulevard du Montparnasse, Paris, VI^e.

— Le drapeau des prisonniers de guerre polonais en France.

Un groupe de prisonniers de guerre Posnaniens et Silésiens ayant obtenu la permission des Autorités de créer une société de Sokols, se sont adressés au Président de la Fédération des Sokols polonais pour qu'il leur fasse exécuter un drapeau national polonais.

Ce drapeau, selon la demande des prisonniers, porte d'un côté, sur fond cramoisi, l'image de la Vierge de Czenstochowa avec l'inscription : « Reine de la Pologne, priez pour nous ! », de l'autre, sur fond blanc, l'écusson de l'aigle blanche avec l'inscription : « Salut les Sokols ! Prisonniers de guerre polonais. Beaulieu 1916. » Une écharpe tricolore française est attachée à la hampe et porte l'ancienne devise : « Français, Polonais, de tout temps amis. »

Ce drapeau très artistiquement exécuté, à titre gracieux, par une Dame polonaise, sera exposé à la Rédaction de *Polonia* mercredi prochain entre 2 et 6 heures de l'après-midi.

— Remerciements.

Le Comité Central de Secours aux Polonais à Paris nous adresse la lettre suivante :

« C'est avec un sentiment de vive gratitude que le Comité Central de Secours aux Polonais envoie ces quelques mots de remerciements à l'adresse de M^{me} C. W. Sheurleff, Présidente du Comité des Dames Américaines. Intéressé par l'intermédiaire de Madame F. de Ravicz-Dergint au but poursuivi par notre œuvre, le Comité des Dames Américaines a fourni au Comité de Secours aux Polonais de quoi habiller près d'une trentaine d'enfants. Merci au nom de ces derniers. »

Le Secrétaire,
ST. KLIMOWICZ.

POUR LES VICTIMES DE LA GUERRE EN POLOGNE

La douzième liste des dons reçus par l'Administration de la revue *Polonia*.

MM Dr Bohdanowicz, de Nice, 20 fr. ; — Par l'intermédiaire du sous-officier Ciesielski, la cotisation des Polonais prisonniers de guerre travaillant à Agonges, 60 fr. ; J. Szumski, 5 fr. ; — Capitaine Ilnicki, de Fez, 150 fr. ; — Par l'intermédiaire de M^{lle} Pillon : M. Pantet, 1 fr. 50 ; — M^{me} Perrault, 20 fr. ; — M^{me} Lanier, 2 fr. ; — M^{lle} Bourgeois, 3 fr. ; — M^{me} Passerat, 5 fr. ; — M^{me} Duverne, 2 fr. ; — M^{lle} J. Duverne, 2 fr. ; — Un poilu, 1 fr. ; — Total par l'intermédiaire de M^{lle} Pillon, 36 fr. 50 ; — M^{me} Baquet-Spalikowska, 10 fr. ; — H. Muntz, volontaire, 5 fr. ; — Un soldat, 4 fr. ; — D. Kulinski, prisonnier de guerre, 6 fr. 20 ; — Par l'intermédiaire de M. l'Abbé Piaszczyński, l'impôt volontaire pour le mois de juin, 42 fr. 25 ; — Le soldat Czekus, 5 fr. ; — M^{lle} B. Pohorecka, 10 fr. ; — Séverin et Julienne Zdzitowiecki, 4 fr. ; — Les prisonniers de guerre travaillant dans les mines à La Roche-La-Molière par l'intermédiaire de M. André Weber, 72 fr. ; — Par l'intermédiaire de M^{lle} Marcelle François : M^{me} Olivier, 2 fr. ; — M. l'Abbé R., 2 fr. ; — Jean-Pioux-Marie-Thérèse, 2 fr. ; — Paul Popin, 1 fr. ; — M^{me} Piersy, 1 fr. ; — M^{me} Fayl, 1 fr. ; — M. S., 1 fr. ; — Anonyme, 5 fr. ; — M. J. Blanc, 1 fr. ; — Suzanne Vuittaume, 0 fr. 50 ; — Louis Bajon, 0 fr. 25 ; — André Giraud, 0 fr. 65 ; — Georgette et Marcelle Probsty, 1 fr. ; — Jozé Ashton-Koegh, 2 fr. ; — Charley Van Eckaute, 0 fr. 50 ; — Total par l'intermédiaire de M^{lle} Marcelle François, 20 fr. 90 ; — M. Nadler, 5 fr. ; — Ladislav Cieszkowski, 10 fr. ; — S. Kienskiewicz, volontaire, 5 fr. ; — Par l'intermédiaire de M. Adam Galas, volontaire à Salonique : Adam Galas, 7 fr. ; — W. Michalski, 5 fr. ; — F. Scieżka, 5 fr. ; — Blondel, 5 fr. ; — W. Haas, 5 fr. ; — Total par l'intermédiaire de M. Galas, 27 fr. ; — Les Polonais prisonniers de guerre travaillant à Pont-du-Château, 172 fr. ; — André et Marcel Conty en souvenir de leur grand-père, Ladislav Kozierowski, 10 fr. ; — A. Andrzejewski, 5 fr. ; — Radziszewski, 5 fr. ; — S. Lekowski, 1 fr. 70 ; — Prof. F. Kozłowski de Toulouse de la vente des timbres polonais, 40 fr. ; — Prof. à l'Université de Toulouse, Zyromski, 20 fr. ; — T. Pelczarski, 2 fr. 50 ; — L'Abbé Piaszczyński, l'impôt volontaire pour le mois de juillet, 40 fr. ; — Natal Grun, 10 fr. ; — C. Krychowski, 5 fr. ; — W. Peschel, 8 fr.

Total de la douzième liste 817 fr. 05.

Total des douze listes 14.169 fr. 95, entièrement versés par la revue *Polonia* dans la caisse du Comité Général à Vevey.

Elle (la Pologne) vivra, si l'Europe doit et veut vivre.
HENRI MARTIN. *La Russie et l'Europe*,
p. 96 (éd. Furne, 1866).

La France a toujours été le soldat de la civilisation, et, pendant que la France mûrissait les idées philosophiques dont sortira la prochaine humanité, c'est la Pologne qui gardait la frontière. (JULES MICHELET.)

REVUE DE LA PRESSE

Le dernier *Journal de l'Université des Annales* publie la magnifique conférence de M. Edouard Herriot, sénateur du Rhône et maire de Lyon, intitulée « Agir ».

L'éminent homme politique, comme il fallait le prévoir, a consacré un passage de son beau discours à la cause polonaise :

« Ne faut-il pas indiquer enfin que la France n'aurait pas rempli complètement son programme d'action si elle ne songeait qu'à elle-même. Nous souhaitons aussi que, vivifiée par la guerre, ennoblie à nouveau dans l'esprit des nations, la France reprenne cet ascendant qu'elle a si fortement exercé au XVIII^e siècle. Elle ne peut se désintéresser de tout ce qui souffre au monde, de tout ce qui attend et espère une libération. Dans cet ordre d'idées, je réclame une attention spécialement affectueuse et, si j'ose vous dire, comme un tour de faveur, pour l'héroïque et infortunée Pologne, dont la voix même est aujourd'hui étouffée. La délivrance de la Pologne doit être pour la France un des buts de la guerre, au même titre que la restauration de la Belgique et de la Serbie. Maeterlinck nous l'a dit en son émouvant appel : « La Pologne a le droit absolu et sacré d'être traitée comme les deux autres grandes victimes de cette guerre du droit. Elle est leur égale ; elle est au même rang et à la même hauteur. Elle a souffert ce qu'elles ont souffert, pour la même cause, dans le même esprit et avec le même héroïsme... Il est temps que l'Europe d'aujourd'hui répare l'iniquité de l'Europe d'autrefois. Nous ne sommes rien, nous ne valons pas mieux que nos ennemis ; nous n'avions pas qualité pour livrer à la mort des milliers d'innocents si nous ne repré-sentons pas la justice. » La France a, de ce côté, de grands devoirs. Les Allemands accordent aux Polonais des avantages positifs : la reconstitution de l'université de Varsovie, le libre usage de la langue nationale, la coopération des organisations civiques à l'administration des villes. Méfions-nous ; puisque la Russie a publiquement annoncé ses intentions libérales, la France est à son aise pour faire entendre à la Pologne martyre la voix de l'espérance, l'encouragement à la fermeté. L'Italie n'a pas attendu ; le 8 décembre dernier, la Chambre italienne a voté, à l'unanimité, le vœu « que la Pologne soit reconstituée dans son unité d'Etat libre et indépendant ». Mais j'ai tort d'insister ici sur ce devoir, puisque notre ami Jean Richepin, président du comité Michelet-Mickiewicz, nous a, dans ce domaine, tracé et éclairé la route ; nous n'avons qu'à la suivre ; nous n'y manquerons pas. » (Vifs applaudissements.)

La Dépêche de Toulouse du 18 juillet publie un très remarquable article consacré à la Pologne de M. Gabriel Séailles :

« Je ne sais pas un événement plus propre à réaliser les fins que les puissances de l'Entente se sont proposées dans cette guerre que la restauration de la Pologne. Pour prendre contre l'Allemagne les garanties, que sa folle domination a rendues nécessaires, il n'est pas besoin d'imiter son esprit de violence et de cupidité, il suffit de réparer contre elle les injustices qu'elle a commises en allant loyalement jusqu'au bout des principes qu'on a proclamés. »

« La Pologne reconstituée reprend sa mission historique, elle oppose au germanisme, à son infiltration lente comme à sa poussée brutale, la barrière de sa population toujours croissante, elle ferme la route de l'Est, elle porte la frontière slave à cent kilomètres de Berlin. Les hommes d'Etat d'Allemagne n'ignorent pas ce danger, et il n'est point qui leur inspire plus d'inquiétude. Bismarck répétait volontiers que « si l'aigle blanc de Pologne jamais renaissait, c'en était fait de l'aigle noir », et parlant des Polonais, il disait un jour : « Si nous devons exister nous-mêmes, ils doivent être exterminés. » Dans une fête commémorative, en l'honneur des chevaliers teutoniques célébrée à Malborg, l'ancienne capitale de ces moines-bandits, l'Empereur Guillaume II déclarait encore : « Un Prussien de l'Est est une sentinelle allemande en face du polonisme menaçant ; il ne doit jamais abandonner son poste d'honneur. » Si la Pologne morcelée, sous la botte du fonctionnaire prussien, est une menace pour la toute-puissante Allemagne, ne peut-on pas dire que fière, brave, riche en hommes, devenue avant cinq ans une nation de 30 millions d'âmes, qu'elle rétablirait par sa seule existence un équilibre nécessaire à la paix de l'Europe ?

« Du même coup la Russie redevient ce qu'elle veut, ce qu'elle doit être : la grande protectrice de toutes les nations slaves. La restauration de la Pologne fera la preuve de son désintéressement ; elle apparaîtra à tous ceux qui sont naturellement portés vers elle comme une garantie de son respect pour leur indépendance. Les petites nations qui vivront non dans son ombre mais dans sa lumière, lui feront un cortège d'honneur. Son influence s'étendra de l'Adriatique et de la mer Egée jusqu'à la Baltique, fondée plus encore que sur le prestige de sa puissance et de ses armes, sur la libre adhésion des peuples, qui mettront leur confiance tout à la fois dans sa force et dans sa générosité. »

ZIEMIE POLSKIE

— Tydzień ubiegły przyniósł armji rosyjskiej szereg cały, poważne następstwa zapowiadających, zwycięstw. Napór w stronę Kowla, Włodzimierza-Wołyńskiego i Lwowa wzmógł się znów. Na południu Karpat krwawe bitwy o przejście na Węgry. Na północy, pod Rygą, niewzruszona dotąd linja niemiecka została mocno wygięta. Austro-niemcy stracili znów znaczną ilość, wziętych do niewoli, żołnierzy.

Atak armji francusko-angielskiej wytrwale sekunduje atakom włoskiemu i rosyjskiemu. Ta równoczesność walki zaczepnej pozwala wróżyć szereg bardzo poważnych zmian na wszystkich frontach, na korzyść wojsk Aljantów.

— Zaburzenia w Warszawie.

— Większość federacji rozmaitych grup żydowskich stoi na gruncie parozumienia w sprawie wyborów z społeczeństwem polskiem. Mniejszość postawiła odrębne kandydatury.

Na tle tem, wybuchły zaburzenia, podczas, których tłum żydów zdemolował redakcję separatystycznego pisma żargonowego, *Moment*, przy czem obito redaktora Pryłuckiego.

— W związku z zaburzeniami głodowymi i rozbięciem sklepów żywnościowych w Warszawie władze niemieckie aresztowały i wywiozły do obozów koncentracyjnych wszystkich członków zarządu partji « Socjal-Demokracji Kr. P. i L. ». Sklepy żywnościowe chronione są przez posterunki żołnierskie. Po mieście krążą gęste patrole.

— Na ochotnika.

Członek pruskiej izby panów, ks. Drucki-Lubecki, wygłosił w Sofji prelekcję, której tematem była sprawa polska. W związku z tem wystąpieniem dzienniki poznańskie zamieszczają oświadczenie, że enuncjacje ks. Druckiego mają charakter ściśle prywatny, gdyż członkowie pruskiej izby panów Polacy nie tylko nie upoważnili księcia do przemawiania w ich imieniu, lecz nawet nie byli powiadomieni o jego wyjeździe.

Godzi się tu przypomnieć, iż ksiądz Lubecki jest tym właśnie, który zrujnowaną fortunę ocalił przez małżeństwo z bogatą mieszczką niemiecką i zaciągnął się pod sztandar takich polityków jak osławiony imię von Dziembowski i kilku jemu po dobnym.

— Okolice Warszawy w porze letniej, tak ożywione dawniej, dziś przeważnie zamaryły, zwłaszcza tak popularne letniska jak Świder i Otwock. Brak najpotrzebniejszych artykułów codziennej potrzeby. Za utrzymanie w pensjonacie, bez mieszkania, żądają w Otwocku 10 rb. dziennie. Nowe zbiory zapowiadają się bardzo pomyślnie, o ile okolice Warszawy nie nawiedzą burze gradowe, które już tu i owdzie wyrządziły znaczne szkody.

— Rekwizycja cyny.

« Gazeta Lwowska » ogłasza rozporządzenie, na podstawie którego władzom wojskowym zabierać wolno wszelkie przedmioty z cyny lub aliażów cyny, jako to: blachy, rury, drągi, tablice, płyny, staniole, dzbanki, miary, naczynia do płynów i naczynia kuchenne, miski, łyżki, świeczniki, tace szynkarskie, wanny do kąpiei, pipy i inne armatury, części składowe przyrządów a szczególnie formy do lania świec.

— Wymieranie ludności Warszawy.

Według danych statystycznych, śmiertelność w Warszawie podniosła się z 18 na 34 pro mille, to znaczy podwoiła się niemal.

— Polacy obcopoddani.

N. *Wremia* podaje z Kijowa, że nastąpiło rozporządzenie, równające Polaków i Czechów, poddanych Austrii i Niemiec, z Polakami i Czechami poddanymi rosyjskimi. Nie podlegają oni wysiedleniu a mają swobodę poruszania się w państwie. Rozporządzenie to dotyczy Polaków i Czechów zarówno tych, którzy dawniej mieszkali w państwie rosyjskiem, jak i tych, którzy cofnęli się z Galicji wraz z armją rosyjską.

Lojalizm ich w stosunku do państwa rosyjskiego mają prawo poświadczać komitety miejscowe.

— Instytut Nowo-Aleksandryjski.

N. *Wremia* popiera starania ziemstwa połtawskiego o przeniesienie do Połtawy instytutu rolniczego N.-Aleksandryjskiego, ewakuowanego z Puław.

— Nowe czasopismo.

W Piotrogradzie, począwszy od dnia 1 bm., rozpoczął wychodzić « Kurjer Nowy », w zastępstwie, zawieszzonego przez władze, « Dziennika Petrogradzkiego ».

— Zmiany ministerjalne.

Ostatnie wiadomości przyniosły z Piotrogradu nowiny o zmianach zaszytych u steru państwa rosyjskiego. Minister spraw zagranicznych, Sazonow, otrzymał dymisję. Tekę ministra spraw zagranicznych objął prezes gabinetu, Sturmer, zachowując prezydjum. Minister sprawiedliwości, Chwostow, został mianowany ministrem spraw wewnętrznych a były minister spraw wewnętrznych i dawny dyrektor policji, Makarow, został ministrem sprawiedliwości.

Zmiany te, według dzienników paryskich, mogą mieć jedynie znaczenie wewnętrzne, brak atoli danych do określenia tego wpływu wewnętrznego. Nominacje zdają się wzmacniać reprezentację prawicy.

— Jeszcze w sprawie sławetnego « kongresu » narodowości w Lozannie.

Ze sfer, stojących blisko Agencji Centralnej Polskiej w Lozannie, dochodzą nas wyjaśnienia, dotyczące stanowiska, które zajęła pomieniona Agencja względem owego « kongresu ».

Agencja Centralna w Lozannie doskonale zdawała sobie sprawę, iż w tem zgola nie poważnym zbiorowisku, zainicjowanym przez wrogię nam żywioty i agitację austro-niemiecką, Polacy nie powinni brać udziału. Na ten koniec, aby nie dopuścić do wciągnięcia Polaków w Szwajcarij, skłoniła instytucje polskie do wyrzeczenia się udziału a wzamian, aby żywiolom burzycielskim « kongresu » wytrącić broń z ręki, zgodziła się na deklarację zasadniczą, paralizującą napaści na rzekomą nie tolerancję narodu polskiego. Dzięki temu taktycznemu krokowi, udział Polaków ograniczył się do wystąpienia trzech jednostek, które wyprawione były umyślnie, za zgodą władz austro-niemieckich, i miały poparcie działającego na « kongresie » austrjackiego konsula. Innemi słowy, dzięki Agencji Centralnej w Lozannie, Polacy uniknęli zastawionej na nich pułapki, a sprawa polska nie została utopiona w odmęcie zagadnień katalońskich, baskijskich, fellachskich itp. Zewnętrznie, dla nieświadomych arkanów, cały ten incydent mógł się przedstawiać, jako łączenie się Agencji Centralnej z gromadkami nieodpowiadającymi bądź siłą reprezentacyjną, bądź doniosłością, bądź zasadami, w rzeczy samej trzeba jednak było na te gromadki baczyć, aby przebiegłość wroga nie miała sposobności do rozmyślnego wyolbrzymiania znaczenia tych gromadek i tem samem stwierdzenia akcesu Polaków do sławetnego « kongresu ».

OPINJE POLSKIE

Z powodu « Zapowiedzianego aktu » w kwestji polskiej, « Gazeta Polska » w Moskwie wystąpiła z naczelnym artykułem redaktora swego, p. Józefa Hłaski. Artykuł ten, jako wydrukowany w rosyjskiej stolicy i podpisany przez jednego z wybitnych działaczy polskich, zasługuje na pilną uwagę; oto jego główna ośnowa:

« *Russkoje Slovo* w dwóch numerach z rządu zawiadamiło, że « w niedalekiej przyszłości » będzie wydany akt, który « w sposób uroczysty potwierdzi uczynione w Dumie Państwowej oświadczenie byłego prezesa Rady ministrów I. Goremykina, co do niewzruszonego postanowienia nadania autonomji Królestwu Polskiemu ». Informacje jakie otrzymaliśmy z innego źródła, zdają się tę wiadomość potwierdzać.

« Widocznym celem takiego aktu jest zaprzeczenie, rozsiewanym przez agentów niemieckich, pogłoskom, że Rosja nie ma już zamiaru urzeczywistnienia obietnic, danych Polakom w odezwie Wielkiego Księcia, w r. 1914, i w oświad-

czeniu Goremykina w imieniu Najjaśniejszego Pana, w r. 1915. Nie tylko jednak z pogłoskami agentów niemieckich liczyć się trzeba. Daleko ważniejszym czynnikiem, podkopującym zarówno u nas w kraju, jak i zagranicą — wiarę w udzielone obietnice są knowania, które szerzą się wciąż zarówno w społeczeństwie rosyjskiem, jak i w sferach urzędowych.

« Ajenci niemieccy nie wieleby zdziałali potrafili, gdyby, na poparcie słów swoich, nie mogli byli się powoływać na czyny i oświadczenia ministra Makłakowa i general-gubernatora, ks. Engałyczewa, oraz na artykuły wpływowych dzienników. Knowania te trwają do dziś dnia, jak się zdaje, żaden akt uroczysty kresu im nie położy, jeśli nie będą mu towarzyszyły czyny, to jest urzeczywistnienie tego wszystkiego, co z dawanych obietnic dziś już urzeczywistnione być może.

« Niezmiernie są przecież charakterystycznymi te wiadomości, które nas doszły jednocześnie z wiadomością o « uroczystym akcie ». Dwie z nich dotyczą obecnego prezesa Rady ministrów. Według pierwszej, p. Szturmer oświadczyć miał delegacji polskiej, że dalsze narady polsko-rosyjskie okażą się prawdopodobnie niepotrzebne « wobec tego, że rząd postanowił ostatecznie udzielić Polsce autonomji na szerokich podstawach ». Druga zaś donosi, że tenże p. Szturmer obmyśla specjalne zapomogi drożyzniane dla urzędników, ewakuowanych z « kraju Prywislńskiego » w tym celu, by się nie starali o stanowiska w guberniach centralnych i wyciekali spokojnie powrotu do « kraju Prywislńskiego ». Według więc poważnych pism rosyjskich, Szturmer jednocześnie mówi o « autonomji Polski na szerokich podstawach » i robi zabiegi o zachowanie dla tej Polski, przezręczonoj tym razem na kraj Prywislński, ewakuowanych urzędników Rosjan, którzy, oczywiście, nie mają w Królestwie nic do roboty, jeżeli o autonomji mówi się szczerze i poważnie.

« I znowu w tymże samym czasie « Nowoje Wremia », a więc pismo, które tak niedawno zamieściło artykuł p. Mienszykowa o potrzebie międzynarodowego oświadczenia w sprawie polskiej, drukuje obecnie (w N° 14468) korespondencję z Rostowa nad Donem, protestującą przeciwko umieszczeniu w tem mieście Uniwersytetu warszawskiego na stałe i solidaryzuje się z nią w notatce redakcyjnej. W korespondencji zaś czytamy najwyraźniej: « Po opuszczeniu przez nas Warszawy, powstała myśl zachowania Uniwersytetu warszawskiego, jako instytucji i zdecydowania jego losu po zakończeniu wojny, w zależności od rozwiązania sprawy polskiej ».

« Zestawmy wskazane wyżej wiadomości i okaże się, że, z jednej strony, p. Szturmer, z drugiej zaś « Nowoje Wremia », przewiduje możliwość, że, po zakończeniu wojny, powrócą do Królestwa urzędnicy rosyjscy i że w gmachu, zajętem obecnie przez uniwersytet polski w Warszawie, osadzony będzie znowu dawny uniwersytet rosyjski. Żaden prowokator niemiecki nie mógłby przecież wymyśleć nic bardziej podkopującego wiarę w dawane obietnice, nic bardziej zniechęcającego Polaków do wytrwania.

« Mamy nadzieję, że naród nasz i tę próbę wytrzyma w tem przeświadczeniu, że siły historyczne, potężniejsze od zabiegów tych czy owych, pospolitych czy możnych wrogów naszych, zmuszą do rozwiązania sprawy naszej w duchu dla nas pomyślnym. Ale czasby już, wielki czas położyć raz kres tym knowaniom !

« Wracając do zapowiedzi aktu zaznaczyć musimy, że znajdujemy w niej rzeczy dość niejasne. Nie wiemy np., co ma znaczyć, iż akt ów « ma raz jeszcze potwierdzić, że kwestja polska jest kwestją polityki wewnętrznej Rosji i może być rozstrzygnięta przez samą Rosję ».

« Brać rzeczy literalnie niepodobna, boć żadną miarą kwestji ziem polskich, wchodzących obecnie w skład posiadłości Niemiec i Austrii, nie możnaby nazwać « kwestją polityki wewnętrznej Rosji ».

« Rosyjska opinja publiczna niechętnie traktuje głosy o międzynarodowości sprawy polskiej. Nie może to jednak zmienić faktu, że sprawą polską interesują się dziś nie tylko w Rosji, ale w daleko wyższym stopniu w całej, rzecz można, Europie. W Niemczech i Austro-Węgrzech poza oświadczeniami urzędowemi i parlamentarnymi, mamy już całą literaturę w sprawie polski. W Anglii, Francji i Włoszech również sporo przytoczyć możnaby książek i artykułów, sprawie polskiej poświęconych.

« Podczas obecnej wycieczki członków rosyjskich ciał prawodawczych z deklaracjami w

sprawie polskiej występował nietylko hr. Wielopolski, ale i wiceprezes Dumy, Protopopow, właśnie ze względu na wielkie zainteresowanie sprawą tą we Francji. Wreszcie rzeczą znaną jest też, że akt uroczysty ma być ogłoszony « z inicjatywy ministra spraw zagranicznych Sazonowa », a więc również ze względu na interesowanie się sprawą polską zagranicą.

« I właściwie mówiąc, być nawet inaczej nie może. Polacy to naród 24-miljonowy i jedno z dwójga: albo trzeba, w dalszym ciągu, zużywać siły na powstrzymanie jego rozwoju, albo też zaspokoić naturalne potrzeby i dążenia tego narodu i przez to powołać do życia w układzie europejskim nową, a wcale poważną siłę. Takie czy inne rozwiązanie tej sprawy musi obchodzić zarówno wszystkie państwa, jak i każdego, kto się nad przyszłością powojenną Europy już dziś zastanawia. Słusznie przecież pisał niedawno w *Edinburgh Review*, znany publicysta i redaktor działu polityki zagranicznej w *Timesie*, Henry Wickham Steed, że, po wojnie, nastąpić musi « przebudowa terytorjalna i polityczna Europy » i że winna być ona opracowana jeszcze podczas działań wojennych.

« Niepodobna dalej przypuścić, żeby wspomniana przebudowa odbyć się mogła inaczej, jak na jakimś międzynarodowym kongresie, a wówczas i sprawa polska na kongresie znaleźć się będzie musiała.

« Dochodzą tu też względy formalne. Dziśsijszy podział ziem polskich opiera się na postanowieniach kongresu wiedeńskiego z r. 1815. Postanowienia te przez żaden akt międzynarodowy zniesione nie były. Dyplomacja rosyjska, po r. 1830 oświadczyła wprawdzie, że nie uważa już postanowienia kongresu co do Królestwa za obowiązujące dla siebie, ale dyplomacja angielska, zarówno w r. 1831, jak i 1863, wyraźnie przeciw takiemu pojmowaniu rzeczy protestowała.

« Zapewne zdarza się, że jakaś sprawa przez zgodną umowę przedwstępną uczestników z obrad kongresu się usuwa, ale, nie wchodząc w dociekanie, czy taka umowa jest w takim wypadku możliwa, powiedzieć możemy, że nie zmienia to nic w gruncie rzeczy, bo w każdym razie sprawa jest rozstrzygana za pomocą umowy międzynarodowej.

« Słowa zapowiedzi w innym przedstawia się nam świetle, jeśli uwzględnimy coraz wyraźniej występującą chęć koalicji antyniemieckiej zachowania ścisłego przymierza i po zakończeniu kręgów wojennych i conajmniej na czas dłuższy po zawarciu pokoju.

« Przy takim ułożeniu się stosunków, wszelka ważniejsza sprawa jednego z państw, choćby formalnie wewnętrzna, stać się będzie musiała sprawą wspólną całej koalicji.

« Na forum publicznym będzie ona występowała zawsze zgodnie i jednolicie, oczywiście po uprzednim porozumieniu się ze sobą, oddając nawet nieraz głos w jakiejś sprawie jednemu ze swych uczestników jako reprezentantowi całości. Ubocznie wskazówki świadczyć się zdają, że, w razie kongresu międzynarodowego, koalicję w sprawie polskiej reprezentować będzie Rosja.

« Za zupełne wykluczone uważać należy wobec tego przypuszczenie, że na kongresie międzynarodowym może być w sprawie polskiej coś narzucone Rosji przy pomocy któregośkolwiek z uczestników obecnej koalicji antyniemieckiej. Nie wynika z tego jednak bynajmniej, żeby nasi mężowie stanu nie mieli dziś poważnych zadań na zachodzie.

« Wiele rzeczy, nas dotyczących, jest tam nieznanych, lub opacznie zrozumianych. Dość przypomnieć np., że kwestja przyłączenia Gdańska do zjednoczonej Polski była długo w Anglii rozwiązywana na naszą niekorzyść. »

— Sprawy Polskie w Rosji.

Russk. Słowo, w ciągu dni ostatnich, przyniosło parę wiadomości, dotyczących spraw polskich.

W numerze z dnia 25-go z. m. *R. Słowo* p. n. « Zarząd prowincji zawojowanych » pisze:

« W sferach rządowych w dalszym ciągu roztrząsa się kwestję sposobu zarządzania prowincjami zawojowanymi. Na Bukowinie i w Galicji Wschodniej, postanowiono zachować zarząd wojskowy. Jednakże dla wykonania rozporządzeń administracyjnych wyższych władz wojskowych i w celu zarządzania sprawami o charakterze cywilnym projektuje się mianowanie osoby specjalnej. W związku z tem, w sferach rządowych, wymieniane jest nazwisko gen.-adju-tanta, T. Trepowa.

« Jako pomocnik T. Trepowa wymieniany jest Józef hr. Potocki, który otrzymał dział samodzielny — pośredniczenie pomiędzy miejsco-

wem społeczeństwem polskim a władzami rosyjskimi.

Informacja ta, dodamy od siebie, o ile dotyczy nominacji Józefa hr. Potockiego, zgodna jest z wiadomościami, jakie doszły nas niedawno.

Nominacja ta świadczyłaby, że rosyjskie władze wojskowe nie zamierzają dopuścić do powtórzenia błędów, jakie popełnione zostały podczas poprzedniej okupacji wojskowej, gdy polityka rosyjska w Galicji poszła torem, na który ją wepchnął b. minister spraw wewnętrznych, Maklakow, wychodzący z prostolinijnego założenia, że Galicja Wschodnia jest « krajem odwiecznie rosyjskim ». Polityka ta, jak wiadomo, wydała rezultaty bardzo smutne.

W tymże numerze *R. Słowo* podaje:

« W kołach Rady Państwa komunikują, że Koło Polskie Rady Państwa i Izby Państwowej stara się o pozwolenie na audjencję Najwyższą dla deputacji Polaków — członków Izby wyższej i niższej.

W sferach rządowych starania Polaków spotykają się z sympatją. Możliwe, że deputacja polska przyjęta będzie w kwaterze w przyszłości najbliższej. »

Informację tę podajemy na odpowiedzialność *Russk. Słowa*, gdyż własnych wiadomości w tej sprawie nie posiadamy.

Wreszcie, godna zanotowania jest informacja, podana w numerze ostatnim *Russk. Słowa*.

Do Piotrogradu powrócili trzej ostatni członkowie deputacji parlamentarnej, która wyjeżdżała za granicę: wice-prezes Izby Państwowej, A. Protopopow, oraz członkowie Rady Państwa prof. A. Wasiljew i hr. D. Olsulfjew. Na podstawie rozmów z nimi *Russk. Słowa* podaje:

« Co się tyczy kwestji polskiej, to z rozmów członków delegacji z wybitnymi działaczami politycznymi i społecznymi krajów sprzymierzonych wyjaśniło się, że ustanowienie granic przyszłej Polski będzie przedmiotem narad wszystkich krajów sprzymierzonych na konferencji pokojowej. »

Wszystkie te informacje wskazują zgodnie, że sprawa polska, po kilkumiesięcznym zastoju, weszła obecnie w nowe stadium i że jesteśmy, może w przededniu bardzo ważnych w tej sprawie wypadków.

— Hr. Z. Wielopolski wezwany do cesarza Mikołaja.

Russk. Słowo podaje: « Ze źródła bezwarunkowo wiarogodnego komunikują nam, że, do Kwatery Wodza Naczelnego, wyjechał członek Rady Państwa, Zygmunt hr. Wielopolski.

Hr. Wielopolski wyjechał wczoraj (w poniedziałek) wraz z prezesem Rady ministrów B. Szturmerem.

W przeddzień wyjazdu hr. Wielopolski odbył z B. Szturmerem długotrwałą konferencję

Hr. Wielopolski — dodaje *Russk. Słowo* — jest, jak wiadomo, jednym z wybitnych polskich działaczy politycznych i do Rady Państwa wybrany był jako przedstawiciel Królestwa Polskiego. »

OFIARY

Nadesłano do Administracji « *Polonii* » następujące dary:

Dla Ofiar wojny w Polsce:

WPP: Tadeusz Pelczarski, 2 fr. 50 cent.; — ksiądz Michał Piaszczyński, zebrane z dobrowolnego podatku za lipiec, 40 fr.; — Natan Grun, 10 fr.; — C. Krychowski, 5 fr.; — S. Peschel, 8 fr.; — Razem nadesłano 65 fr. 50 cent.

Prostuje się mylnie podaną, w numerze 30 *Polonii*, sumę 14.104 fr. 45 cent. stwierdzając, iż, łącznie z tą sumą zebrano dla Ofiar wojny 14.169 fr. 95 cent., oraz, że ponieważ wpłacono do kasy Delegata Generalnego, p. Gustawa barona Taubego, według jedenastu list, sumę 13.252 fr. 90 cent., przeto wpłaca się równocześnie sumę 817 fr. 95 cent., i ogłasza w tekście francuskim listę dwunastą darów. Czyli, że po dzień 29 lipca rb., zebrane przez « *Polonię* » 14.169 fr. 95 cent., wpłacono całkowicie do kasy Delegata Generalnego Komitetu Veveyskiego.

WRAŻENIA Z ZACHODU

« *Gazeta Polska* » zamieszcza wywiad z postem do Dumy, Feliksem Raczkowskim, jednym z dwu Delegatów-Polaków, którzy objeżdżali Zachód razem z przedstawicielami parlamentu rosyjskiego.

Oto oświadczenie posła Raczkowskiego:

« — Całą delegację izb prawodawczych rosyjskich witano wszędzie z wielką serdecznością. Wiedzano też powszechnie i rozumiano to bardzo dobrze, że w delegacji jest dwóch Polaków i dawano to nam do poznania. Wszyscy aliansi dbać muszą oczywiście przedewszystkiem o to, by niezem nie naruszyć pełnej zgody i harmonji w prowadzeniu wojny, unikają więc, z wielkim taktem, wszelkich kwestji drażliwych między aliantami. Okazywano nam jednak sympatję i zrozumienie konieczności zadość uczynienia słusznym naszym pragnieniom.

« — A więc sprawą polską się tam interesują?

« — Coraz bardziej, w Anglii szeroka opinja wie o nas, niestety, bardzo mało, a często nawet nie. W sferach rządowych i kierowniczych natomiast prowadzi się już obecnie systematyczną pracę nad poznaniem wszystkich czynników zagadnienia polskiego. We Francji i we Włoszech znajomość sprawy w opinji jest dużo większa, — dość znaczne nawet, i powszechne dla nas sympatje. — Wojna prowadzona jest wogóle pod hasłem urzędzenia nowych stosunków w Europie na zasadach sprawiedliwości, szeroki ogół rozumie więc, że i słusne pragnienia Polaków zadowolone być muszą. W sferach politycznych zaś znaleźliśmy wszędzie zrozumienie, iż uregulowanie sprawy polskiej jest zagadnieniem, które musi obchodzić całą Europę, bo jest to jednym z koniecznych warunków trwałego pokoju. Nie należy, oczywiście, przeceniać uczuć sympatji, mając świadomość tego, że, przy regulowaniu stosunków politycznych, odgrywają przedewszystkiem rolę interesy państw i narodów, nie można jednak tego czynnika zupełnie pomijać, zwłaszcza w społeczeństwach, gdzie rządy muszą się liczyć z opinią publiczną.

« Charakter, w jakim przyjechalśmy, ułatwił nam rozmowy, a mieliśmy okazję do rozmów z szeregiem wybitnych osobistości politycznych we wszystkich trzech państwach sprzymierzonych. Rozmowy te zawsze dotyczyły położenia Polski i aspiracji politycznych narodu polskiego. Aspiracje te określaliśmy zawsze ściśle i jasno. Jak? O tem daje najlepsze pojęcie odpowiedź, jaką udzieliłem przedstawicielowi paryskiego *Journala*, gdzie, między innymi, mówiłem: « Zjednoczenie jest pierwszym warunkiem rozwiązania sprawy polskiej. A nie potrzebuję dowodzić, że kwestja polska powinna być rozwiązana przez tę wojnę ponieważ od tego zależy pokój europejski. Cała Europa jest zainteresowana tem zagadnieniem. Polacy pragną następnie, by, będąc zjednoczonymi, mogli korzystać z jak największej wolności. Formuła, która wydaje się mnie i moim przyjaciółom najodpowiedniejszą, brzmi jak następuje: Związek Polski, stanowiącej wolne państwo z Rosją pod berłem jednego Monarchy: (*Union de la Pologne, formant Etat libre avec la Russie sous un même souverain.*) »

NEKROLOGJA

† W dniu 15 czerwca, zmarł, w Krakowie, s. p. Antoni Januszewski, dyrektor biura Zarządu Głównego Towarzystwa Szkoły Ludowej w Krakowie. Zmarły dyrektor liczył zaledwie 45 rok życia. Towarzystwo Szkoły Ludowej zgotowało zasłużonemu obywatelowi wspólny pogrzeb i postanowiło zająć się zaopatrzeniem pozostałej rodziny.

† W Krakowie, zmarł, na atak serca, s. p. Dr. Gustaw Ujejski, bratanek Kornela, prezes Sądu Obwodowego w Wadowicach.

† W d. 17 zm., zmarł, w Piotrogradzie, Józef hrabia Korwin-Kossakowski.

† Julian Milewski, weteran z roku 1863, zmarł w Poznaniu.

† W Warszawie, zmarł s. p. Aleksander Styczyński, uczestnik Powstania roku 1863, długoletni naczelnik archiwum Magistratu miasta Warszawy, współpracownik « *Kurjera Warszawskiego* ».

† Dr. Stefan Frenkel, adwokat krajowy, zmarł w dniu 9 czerwca, we Lwowie.

† W dniu 2 czerwca, w sanatorjum Dłuskiego, w Zakopanem, zmarł s. p. Włodzimierz Wietrzy-

kowski, asystent instytutu zoologicznego Uniwersytetu Lwowskiego.

† Michał Okólniewski, weteran z roku 1863, zmarł, w Poznaniu, w 92 roku życia.

† W Warszawie, zmarł ś. p. Wojciech Kolański, artysta-malarz. Zmarły należał do wielkich znawców malarstwa minionej doby. Talent swój poświęcił trudnemu zadaniu restauracji starych obrazów i zdobył sobie, na tem polu, pierwszorządne stanowisko; ś. p. Kolański był zapalonym zbieraczem dzieł sztuki. Pozostałe po nim kolekcje przedstawiają dużą wartość.

† Ks. dr. Jan Wygocki, proboszcz w Lignowach, w dekanacie gnieńskim, djecezji chełmińskiej, zmarł w 79 roku życia.

† W dniu 19 czerwca, zmarła, we Lwowie, ś. p. Marja z Krechowickich Pohorecka, córka znanego powieściopisarza, redaktora « Gazety Lwowskiej ».

† W dniu 25 czerwca rb., w jednym ze szpitali moskiewskich zmarł, po kilkumiesięcznej chorobie, znakomity artysta dramatyczny, Maksymilian Węgrzyn. Po ukończeniu szkoły dramatycznej Anastazego Trapszy, ś. p. Węgrzyn zaangażowany został do teatru krakowskiego, następnie był uczestnikiem trupy wędrowniej Dobrzańskiego, dalej artystą sceny łódzkiej, i znów artystą sceny krakowskiej, lecz już pod kierownictwem Pawlikowskiego i Kotarbińskiego. I tu Węgrzyn zdołał wybić się ostatecznie na pierwszorządne stanowisko. Reżyserował kolejno na scenie lwowskiej, pod Pawlikowskim, na krakowskiej, pod Solskim. A ostatnio był organizatorem nowego Teatru Polskiego w Warszawie. Zawierucha wojenna zapędziła ś. p. Węgrzyna za Dniepr, gdzie, jako kierownik Teatru Polskiego w Kijowie, znów zdobył sobie popularność publiczności. Tu zapadł był na raka w gardle. Po operacji w Kijowie, ś. p. Węgrzyn zjechał był do Moskwy, na dalsze leczenie. Lecz choroba nie dała się opanować, śmierć powaliła artystę w pełni sił, bo zaledwie w 47 roku życia.

† We Lwowie, w d. 20 zm., zmarł Stanisław Habdank-Dunikowski, inżynier namiestnictwa galicyjskiego.

† W Hietzing, pod Wiedniem, zmarł Krzysztof Abrahamowicz, długoletni poseł i prezes bukowińskiego Koła polskiego.

† We Lwowie, w dniu 17 czerwca, zmarł Leopold Kukawski, notariusz; w 85 roku życia.

† Dr. Aleksander Lisiewicz, adwokat krajowy, poseł do Rady państwa, członek N. K. N. umarł dnia 12-go maja.

Wszyscy roczni, półroczni i kwartalni prenumeratorzy **POLONII**, abonament których kończy się z dniem pierwszym sierpnia, proszeni są o wniesienie zawczasu przedpłaty, a to celem uniknięcia przerwy w odbieraniu naszego czasopisma.

KRONIKA PARYSKA

◊ Rozprawa doktorska p. Marji Grzegorzewskiej w Paryżu.

Rodaczka nasza, p. Marja Grzegorzewska, słuchaczka, międzynarodowego Fakultetu Pedagogii (nauka o dziecku) w Brukseli, po obronie rozprawy w Paryżu, otrzymała stopień doktora nauk pedagogicznych *cum eximia laude*. Wypadki wojenne zmusiły bowiem Fakultet Pedagogii do ustanowienia Komisji egzaminacyjnej w Paryżu; egzamin odbył się w Laboratorium psychologii fizjologicznej, w Sorbonie, przed jury, złożonym z Drów: Philippe'a i Courbier'a oraz Dra. J. Joteyko, Dyrektorki Fakultetu Pedagogicznego, obecnie powołanej na wykłady w Collège de France.

Praca p. Grzegorzewskiej, oparta na badaniach, dokonanych na około tysiącu uczniach szkół brukselskich, nosi tytuł: *Essai sur le développement du sentiment esthétique*. Jury wysoce oceniło naukowe zalety tej pracy, która zajmie wybitne miejsce w estetyce doświadczalnej i przyczyni się do ustanowienia podstaw dla estetycznego wychowania młodzieży, zachęcało nadto kandydatkę do dalszych badań w tej dziedzinie. Rozprawa ukazuje się w *Bulletin de l'Institut Général Psychologique a*, w ślad za nią, i dalszy ciąg badań p. Grzegorzewskiej.

Ufamy, że i w języku polskim autorka wyda studia, które, w pracy odbudowy, po ciężkim okresie wojennym, prawdziwie doniosłe mogłyby mieć znaczenie.

◊ Sztandar Jeńców-Polaków we Francji.

Jeńcy-Polacy, pracujący na kopalni w Beaulieu utworzyli, za zezwoleniem władzy, towarzystwo « Sokola » i zwrócił się do Prezesa Związku Sokołów na Zachodnią Europę, o wykonanie dla nich sztandaru, nadsyłając pieniądze na zakup materiałów.

Gdy te słowa kreśliły, sztandar ten został wykonany bezpłatnie, dzięki mrówczej pracy jednej z Pań-Polek, i przedstawia istne dzieło sztuki hafciarskiej.

Na stronie prawej, amarantowej, widnieje wizerunek Matki Boskiej Częstochowskiej, w myśl pobożnego pragnienia Jeńców, wizerunek perełkami i haftem wykonany i nadpis « Królowo Korony Polskiej Módl się za nami », na stronie lewej, białej, tarcza z Orłem Białym, kształtu gdańskiego, wykonanym z heraldyczną ścisłością oraz nadpis « Czołem Sokoli! — Jeńcy-Polacy. Beaulieu 1916 ». Wszystkie nadpisy są haftowane złotem, ręcznie. Bogata frendzla złota i szarfa trójkolorowa, francuska, zawieszona u drzewca, dopełniają całości tego istotnie pięknego dzieła.

Warto go zobaczyć, warto cieszyć się widokiem tego wspaniałego sztandaru. Zapraszamy wszystkich, na rzeczy polskie a mocne ciekawych, do Redakcji « Polonii » na środę najbliższą, w godzinach popołudniowych.

Przyjdźcie, a nie pożałujecie fatygi.

A teraz szczegół techniczny.

Wykonanie sztandaru nie kosztuje ani centima. Na materiał atoli, drogi materiał, Jeńcy-Polacy uciuli ubogie swe grosze i przysłali. Czyby nie było u nas tak serdecznego Obywatela, który by uczynił gest i wrócił koszty materiałów tak, aby Jeńcy-Polacy otrzymali i sztandar i zwrot grosików?

Znajdźcie się między nami taki Obywatel? Znajdzie niezawodnie!

Wyglądamy go z upragnieniem. Niechże Jeńcy-Polacy mają dokument, żeśmy dziećmi jednej z nimi Ziemi!

◊ Osobiste.

Znana w Kolonii polskiej Paryża, obywatelka z Lowickiego, p. Wierzbicka, wraz z córką, znakomitą pianistką, panną Jadwigą Wierzbicką, wyjechała na stały pobyt do Szwajcarii.

◊ Odznaki polskie.

Od wybuchu wojny kołatała się ciągle niespełniona myśl wykonania odznak polskich, takich odznak, które, obok trwałej formy, stanowią by mogły emblemat w artystyczną ujętą formę a więc godny najszerzej popularyzacji.

Myśl tę udało się szczęśliwie rozwiązać.

Wydaliliśmy odznaki polskie, przedstawiające, na amarantowej emalii, orła białego emalowanego, oznaczonego złoconymi i złotą koroną ponad tarczą oraz nadpisem złotym na amarantowej wstędze: « Vive la Pologne ». Całość przedstawia się nie tylko ozdobnie, lecz wyróżnia starannością wykonania od wszelkich tego rodzaju odznak. Odznakę tę winni nosić wszyscy Rodacy, bez różnicy płci i wieku, jako symbol jedności i znajomości polskości.

Piękne te odznaki są do nabycia w Administracji « Polonii » po 2 fr. 50 cent. za sztukę. Wysyła się je franko, za zaliczeniem lub nadesłaniem należności w markach pocztowych.

Uwadze wszystkich Czytelników « Polonii » polecamy wydawnictwo odznak polskich, jako zasługujące na największe poparcie i rozpowszechnienie.

◊ Wiadomości Żołnierskie.

Stanisław Nieć, ranny w ostatnich bitwach pod Somme, wyzdrowiał i przybył na urlop kilkodzienny do Paryża.

Józef Kasza, wolontariusz, przebywa na urlopie w Paryżu.

Stanisław Trzęsowski, wolontariusz, przybył z Salsafatu na kilkonastodniowy urlop.

Władysław Dąbrowski przebywa na rekonwalescencji w Paryżu.

Smogorzewski, wolontariusz, po trzynastomiesięcznym pobycie w szpitalu i dwu miesiącach rekonwalescencji, wyjechał do zakładu pułku.

Henryk Duval przybył na kilkodzienny urlop. Władysław Bergole, kapral-awiator, przybył na kilkodzienny urlop.

Jan Garbowski, wolontariusz, Bajończyk, lekarz, został mianowany podporucznikiem, *médecin aide-major de 2 classe*, z pozostawieniem w pułku legji cudzoziemskiej.

Ludwik Kazimierz Markous, wolontariusz, został mianowany, w miesiącu maju rb., podporucznikiem artylerji.

Leon Szymański, wolontariusz, Bajończyk, ranny w bitwie pod Arras, został zreformowany.

Wojciech Wolszczak, wolontariusz, ranny dnia 9 marca, został zreformowany.

Obaj pomienieni wolontariusze otrzymali reformę « numer pierwszy », stwierdzenie mniej lub więcej ciężkiego kalectwa z małą emeryturą.

◊ Dla Żołnierzy-Polaków.

Przypominamy, że wszyscy Żołnierze-Polacy z zaborów pruskiego i austriackiego, zarówno Wolontariusze, jak i Legioniści, powinni zaopatrzyć się w świadectwa narodowości Komitetu Wolontariuszów a to dlatego, iż władze bardzo często nie są w stanie odróżnić Niemca od Polaka na mocy papierów niemieckich lub austriackich. Stąd właśnie wynika, że zreformowany legionista czy wolontariusz, poczytany za Niemca, bywa odsyłany do « obozu koncentracyjnego », z czego po tem skargi, listy błagalne, uciążliwa korespondencja, a przyczyną wszystkiego własna nieopatrzność Żołnierzy-Polaków. Oczywiście, ci z pośród nich, którzy otrzymali od nas świadectwo wolontarskie i świadectwo to zachowali, ci, w danym przypadku, łatwo mogą się wylegitymować, lecz Żołnierze, a tych jest najwięcej, którzy zaciągali się w pojedynkę, stale cierpią z powodu nieporozumień co do ich narodowości. Nie raz miesiący trzeba, aby dowieść polskości. My zapisujemy bele papieru, naprzykrzać się musimy na wsze strony, czas marnować a to wszystko z przyczyny lekceważenia łatwej i prostej formalności, zaopatrzenia się zawczasu w nasze świadectwo.

Wobec tego prosimy Żołnierzy-Polaków, aby nadesłali nam listy imienne, podając nam imię, nazwisko, miejsce i datę urodzenia, zabór, kompanję i pułk, datę i miejsce zaciągnięcia się do szeregu a nadto trzeba, aby Żołnierze, nam osobiście nie znani, zwracali się do Żołnierzy, pozostających z nami w ciągłej korespondencji, a to dla zaświadczenia ich bezwzględnej polskości. Po otrzymaniu wiadomości, że Polak nie ma świadectwa, wyślemy mu formularz Komitetu do wypełnienia, sprawdzimy ten formularz i wyprawimy natychmiast świadectwo.

Prosimy, aby Żołnierze-inteligenci zaopiekowali się, w tym razie, Żołnierzami, nie umiejaciami czytać i pisać, i ułatwili im porozumienie z nami.

Idzie tu o dokonanie, powtarzamy, bardzo ważnej formalności i formalności łatwej, bo, oczywiście, załatwiamy ją, jak zawsze, bezpłatnie.

Były wypadki już, że Żołnierze, pokutujący za swą własną nieopatrzność pod kluczem, bo zaliczeni do austro-niemców, szukali poparcia aż prasy francuskiej! Wołali, że oto tu i tu, tam i tam, Polaka za Niemca wzięto, a w istocie sami nie czuwali nad tem, aby dokument polskości mieć w kieszeni i odnośną władzę o niej przekonać.

Jedni utyskują, że ich, jako « boszów », odesłano na tyły, drudzy, że z « boszami » ich zmieszano a mało jest takich, którzy by nareszcie chcieli pamiętać, że władza nie ma prawa pościć na gołosłownem oświadczeniu, że ktoś się uważa za Polaka, że musi żądać dokumentów i świadectw.

Zaopatrzenie się więc, Panowie Żołnierze, w świadectwa, oszczędzicie tem kłopotu władzy, sobie udrek a nam czasu.

◊ Nagroda.

Franciszek Różycki, wolontariusz, który był uległ straszemu kalectwu zupełnej ślepoty, na konkursie Szkoły dla ociemniałych miasta Paryża, otrzymał drugą nagrodę stroicielstwa fortepjanów.

Pamięci wszystkich Rodaków polecamy gorąco p. Franciszka Różyckiego (155, boulevard Montparnasse, Hôtel de Nice). Trzeba, aby zapal, z jakim Żołnierz nieszczęśliwy umiał zdobyć sobie poparcie Kolonii. P. F. Różycki, jak świadczy nagroda, jest nadto nie tylko stroicielem przeciętnym ale doskonałym stroicielem. Solidarność więc polska ma, w tym razie, łatwe zadanie do spełnienia.



→ Z pola walki.

Po zasięgnięciu bliższych wiadomości, stwierdzamy, iż, w ostatnich bitwach, zostali ranni następujący Wolontariusze:

Stern Walenty, rana nogi powyżej kolana, nie ciężka.

Czop Marceli, rana ciężka, amputacja lewej nogi i wielkiego palca u prawej.

Stanisław Nieć, rana lekka, wyzdrowiał.

Wasilewski Jan (Sazonow), złamanie ręki w łokciu wypryskiem szrapnela.

Leciejewski Apolinary, rana nie ciężka.

Jan Mutz, kula przebiła mu prawą nogę, lecz kości nie naruszyła.

Bliziński, sierżant, ciężko ranny. Skorończuk, ciężko ranny.

Jaceko Stanisław, ranny w rękę.

Kossowski Kazimierz, ranny w ramię.

Chmiel Stanisław, rana nie ciężka.

Kazaryn Walenty, rana nie ciężka.

Jankowski ranny w nogę.

Sznyklut i Szpunar, ranni nie ciężko.

Franciszek Pyzalski, ranny w lewą nogę (Marokko).

Bardzo ciężko ranni zostali następujący Wolontariusze:

Aleksander Przewalski, Bienasz Stanisław, Cybulka Michał, Wyrozębski Władysław, Gawroński i Gondok. Co do tych sześciu ostatnich Wolontariuszów, podotąd jeno bardzo smutne doszły nas wieści. Życie ich jest poważnie zagrożone.

W Marokku bardzo ciężko ranny jest Wolontariusz Iskra a nadto mniej ciężko Kowalczyk.

→ Z Lez, Krwi i Żelaza.

W chwili oddania numeru pod prasę, dochodzi nas nowe i bardzo piękne wydawnictwo Jana Styki pod tytułem « Z Lez, Krwi i Żelaza » a zawierające, obok reprodukcji dzieł malarskich, zbiór poezji artysty, dobie ostatniej poświęconych.

Wydawnictwo to ukazało się równocześnie w dwu językach. W oryginale, po polsku, i przekładzie francuskim Waclawa Gasztowtta.

W przyszłym numerze zamieścimy szczegółowe sprawozdanie. Tymczasem pozwalamy sobie temu pięknemu wydawnictwu wróżyć wielkie powodzenie.

Skład główny obu wydawnictw w « Polonii ».

→ Zgon Wolontariusza-awiatora.

W ostatniej chwili, dochodzi nas żałobna wiadomość, iż, na polu Szkoły awiacyjnej w Pau, zabił się Wolontariusz polski, Marjan Himner, młody a rokujący wielkie nadzieje uczonej, ranny pod Arras, Bajończyk, który był ostatnio przeszedł do awiacji.

Smutna ta nowina odbija się niewątpliwie echem serdecznego żalu pośród Kolonii polskiej, gdzie ś. p. Himner umiał być sobie zdobyć przyjaźń i zachowanie dla swych wielkich zdolności i zalet charakteru.

W przyszłym numerze, zamieścimy szczegółowy nekrolog.

ODPOWIEDZI REDAKCJI

Caraibkowi i René Picado w Costa-Rica. Redaktor składa serdeczne podziękowanie i, na zadokumentowanie go, wysłała paczkę poleconą, w nadziei, iż stanie się ona symbolem szlachetnego porywu ukochanego Stasia.

Panu S. M. L. Pamiętamy i zabiegamy już teraz. Wyjdzie niezawodnie. Nie wiemy nic, aby ten pan miał jakoweś misje do spełnienia. «Przekonań» tego jegomości nie podzielamy, bo te jego przekonania wynikają ze skłonności do «dzielenia» się i zamykania do przemysłu uruchomienia funduszów społecznych.

D. COLONNA-WALEWSKI, Ordynuje w Vichy, Villa Céline, 11, rue Jean-Joseph-Givois, od 1 do 4 pp.

POTRZEBNA PANNA-POLKA

do dwuletniego dziecka, do Domu polskiego, na wyjazd w następstwie do Hiszpanji. Zgłoszenia należy nadsyłać do Administracji « Polonii ».

KUCHARKA MŁODA, POLKA

nadzwyczaj oszczędna, poszukuje miejsca w dobrym domu; wiadomość 38, rue du Château-d'Eau, dla M. B.

BERNARD RHOT, tailleur

Vêtements sur mesure pour Dames et pour Hommes
12, RUE GÉRANDE, PARIS-9^e — Métro: ANVERS

BANQUE FRANÇAISE

pour le Commerce et l'Industrie
17, rue Scribe, 17, Paris.

Otwiera rachunki bieżące i przyjmuje wkłady od wszystkich Polaków, bez względu na zabór, z którego pochodzą.

Wykonuje zlecenia na zakup *Bons ou Obligations de la Défense Nationale; Bons Municipaux* i wszelkich papierów wartościowych.

Udziela niezbędnych w tej mierze informacji, ułatwia formalności.

ZAKŁAD KUŚNIERSKI

S. GOLDBERG

31, rue Michel-le-Comte, Paris III^e.

Bronzy do oświetlenia elektrycznego

GAZOWE LAMPY — INSTALACJE

A. BOUILLON

112, Boulevard de Belleville, 112 — PARIS

PIEKARNIA

22, rue du Roi-de-Sicile

J. KOENIG

(6, rue Saint-Paul)

Poleca wyborowe pieczywo. Bułki.
Chleb pyłkowy codziennie.

JÓZEF FREUNDLICH

KUŚNIERZ

5, rue de Provence, 5

NICEA dostownie umeblowane pokoje z całodziennym utrzymaniem; parter, centralne ogrzewanie, kąpiel, ogród, strona południowa, dom polski, opieka w razie zyczenia. Po 6 fr., 7 fr., i 8 fr. dziennie, wszystko. Zgłaszać się do p. Zolji Detloff, 47, rue de la Buffa, Nice.

MAGAZYN KUŚNIERSKI

CHARLES

39, rue de Moscou, 39

Pierwszorzędne modele paryskie
Ceny Umiarkowane

BIENENFELD JACQUES

KUPEJE: PERŁY, — DROGIE KAMIENIE
— BIŻUTERJE OKAZYJNE —

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Téléph: CENTRAL, 90-10

MADRYD, 11 & 12, Puerta del Sol

ANTIQUITÉS ET OBJETS D'ART

J. BAUER

ACHAT — VENTE — ÉCHANGE

37, rue des Martyrs — PARIS

L. GUTTMAN

REPARACJE I PRZERABIANIE FUTER

82, rue du Faubourg-Saint-Denis, 82. — Paris.

DENTS

SOINS, POSE et REPARATIONS
de SUITE, Broch. gratis et franco.
Louvre Dentaire 73, Rue Rivoli
Face Samaritaine.

© FUTRA — WYROBY FUTRZANE ©

REPARACJE — PRZERÓBK

S. BESTER

© 4, rue Richer, 4 — PARIS ©

MARCELI BARASZ

35, RUE EUGÈNE-CARRIÈRE,
PARIS

wydawnictwo kart
pocztowych, bromo-
wych — studjó wakade-
mickich; próby wysyła
za zaliczeniem.

FUTRA HENRI HUT

66, rue de Provence, 66

WIELKIE ZAKŁADY — OGRODNICZE —

(Właściciel: Edm. DENIZOT)

polecają:

WSZELKIE DRZEWA OWOCOWE,
OZDOBNE, FORMOWANE, etc.

Cenniki na żądanie darmo i bezpłatnie

Adres: E. DENIZOT

Grandes Pépinières — MEAUX

(Seine-et-Marne)

FOURRURES & PELLETERIES

E. FISCH

48, rue Grenéta — PARIS

Librairie GARNIER Frères

6, Rue des Saints-Pères, Paris (VII^e)

Słownik Francusko-Polski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno miękkie, 32^e. 2 fr.

Słownik Polsko-Francuski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno miękkie, 32^e. 2 fr.

Dwa wymienione słowniki, oprawne w jeden tom, w skórę miękką, ciętą. 4 fr. 50 cent.

Wysyła się franko za przekazem pocztowym.
Do nabycia we wszystkich księgarniach i w Administracji "Polonii".

LE GÉRANT: P. NEVEU

PARIS.— IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.